



BUDGET PRIMITIF 2024
BUGGETTU PRIMU 2024

RAPPORT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

S O M M A I R E

| | | |
|---|------|----|
| Présentation générale | Page | 1 |
| 1) Les opérations d'intervention et de développement | | |
| 1.1) La présentation par programme | Page | 2 |
| 1.2) La présentation par financeur | Page | 3 |
| 1.3) Nature des principales interventions au sein des différents programmes | Page | 4 |
| 2) La section d'exploitation du Budget Principal | | |
| 2.1) Les dépenses | Page | 10 |
| 2.2) Les recettes | Page | 17 |
| 3) La section d'investissement du Budget Principal | | |
| 3.1) Les dépenses | Page | 21 |
| 3.2) Les recettes | Page | 25 |
| 4) La section d'exploitation du Budget Annexe FEADER | | |
| 4.1) Les dépenses | Page | 27 |
| 4.2) Les recettes | Page | 28 |
| 5) La section d'investissement du Budget Annexe FEADER | Page | 28 |

Présentation générale

Le Budget Primitif de l'exercice 2024 inclut le Budget Principal et le Budget Annexe FEADER.

Il comprend la section d'exploitation et la section d'investissement :

- La première décrit les opérations affectant le résultat de fonctionnement.
- La seconde retrace les opérations relatives à la composition du patrimoine.

Le Budget Primitif 2024, qui est soumis au Conseil d'Administration, permet d'arrêter les autorisations de dépenses présentant un caractère limitatif et les prévisions de recettes dans le cadre de l'autorisation préalable.

La méthode de vote proposée, qui est soumise à votre décision, consiste à procéder à un vote par chapitre.

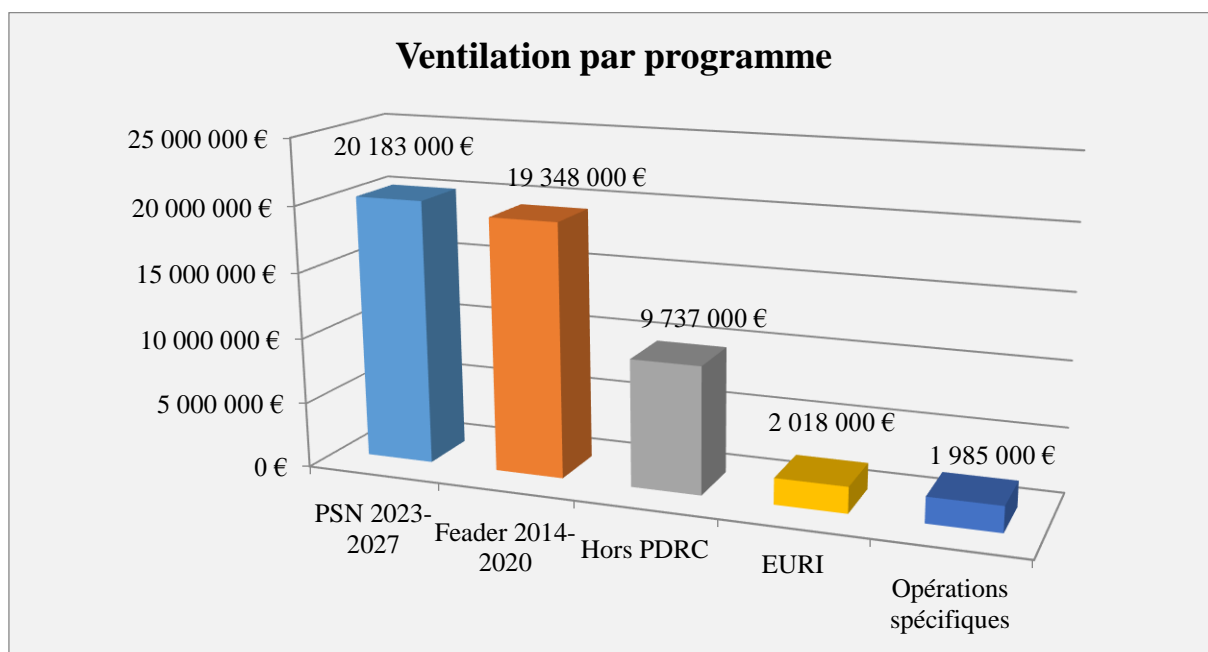
Le rapport au Conseil d'Administration examine successivement les opérations d'intervention et de développement, les sections d'exploitation et d'investissement du Budget Principal et du Budget Annexe FEADER.

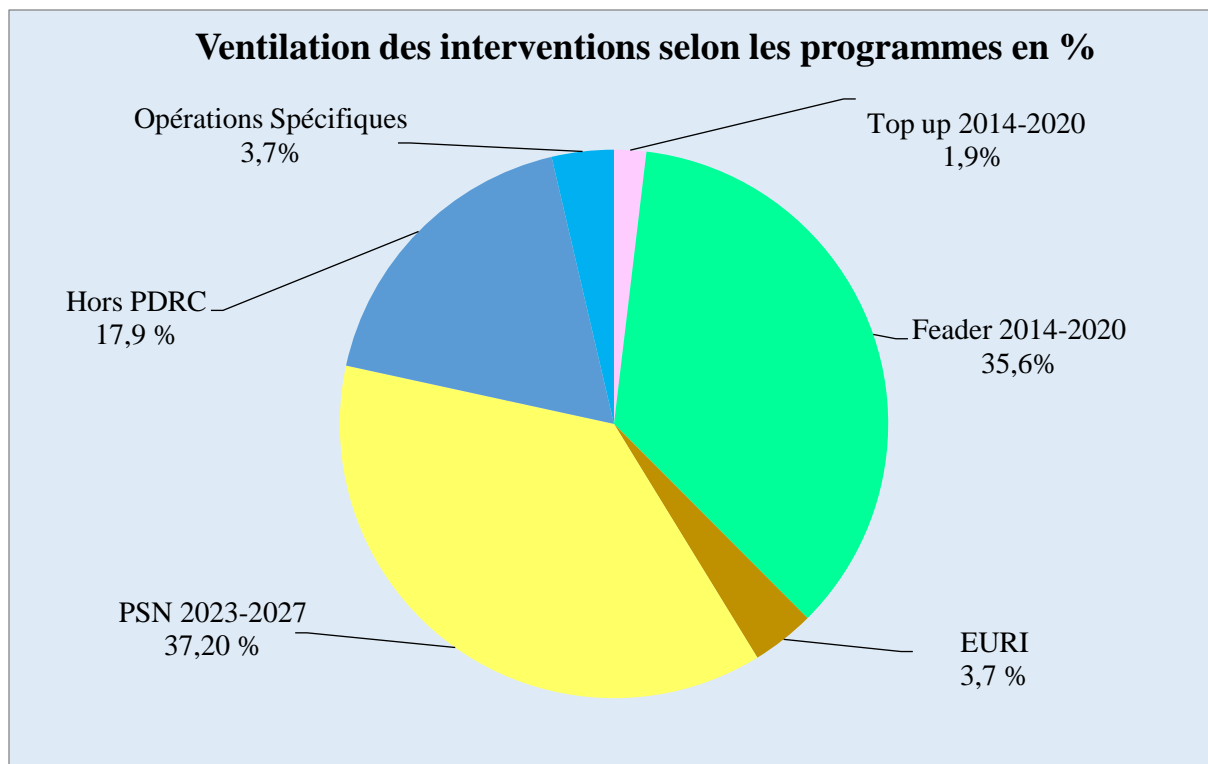
1) Les opérations d'intervention et de développement

1.1) La présentation des interventions par programme

Au cours de l'exercice 2024, il est prévu de mettre en œuvre 54 298 000 € d'aides et d'autres concours dont :

- ✓ 20 183 000 €, soit 37,2% des interventions, relèvent du programme PSN 2023-2027.
L'Union Européenne y contribue pour 12 623 000 €, l'État pour 5 319 000 € et la CdC pour 2 241 000 €.
- ✓ 19 348 000 €, soit 35,6 % des interventions, relèvent du programme FEADER 2014-2020.
L'Union Européenne y contribue pour 12 788 000 €, l'État pour 1 071 000 €, la CdC pour 5 417 000 € et les autres financeurs pour 72 000 €.
- ✓ 9 737 000 €, soit 17,9 % des interventions, relèvent du programme hors PDRC.
La CdC y contribue pour 9 603 000 € et l'État pour 134 000 €.
- ✓ 2 018 000 €, soit 3,7 % des interventions, relèvent du programme EURI.
L'Union Européenne étant l'unique contributeur de ce programme.
- ✓ 1 985 000 €, soit 3,7 % des interventions, relèvent du programme Opérations Spécifiques.
La CdC y contribue pour 1 788 000 € et l'État pour 197 000 €.
- ✓ 1 027 000 €, soit 1,9 % des interventions, relèvent du programme Top Up deuxième composante du PDRC.
La CdC y contribue pour 884 000 €, l'État et l'AERMC pour 143 000 €.





1.2) La présentation des interventions par financeur

La répartition des interventions par financeur déclinée par programme est la suivante :

| Programmes/financeurs | UE | État | CdC | Autres | Total |
|------------------------|-------------------|------------------|-------------------|---------------|-------------------|
| PSN 2023-2027 | 12 623 000 | 5 319 000 | 2 241 000 | | 20 183 000 |
| FEADER 2014-2020 | 12 788 000 | 1 071 000 | 5 417 000 | 72 000 | 19 348 000 |
| Hors PDRC | | 134 000 | 9 603 000 | | 9 737 000 |
| EURI | 2 018 000 | | | | 2 018 000 |
| Opérations spécifiques | | 197 000 | 1 788 000 | | 1 985 000 |
| Top Up 2014-2020 | | 143 000 | 884 000 | | 1 027 000 |
| Total | 27 429 000 | 6 864 000 | 19 933 000 | 72 000 | 54 298 000 |
| Répartition % | 50,5% | 12,7% | 36,7% | 0,1% | 100% |

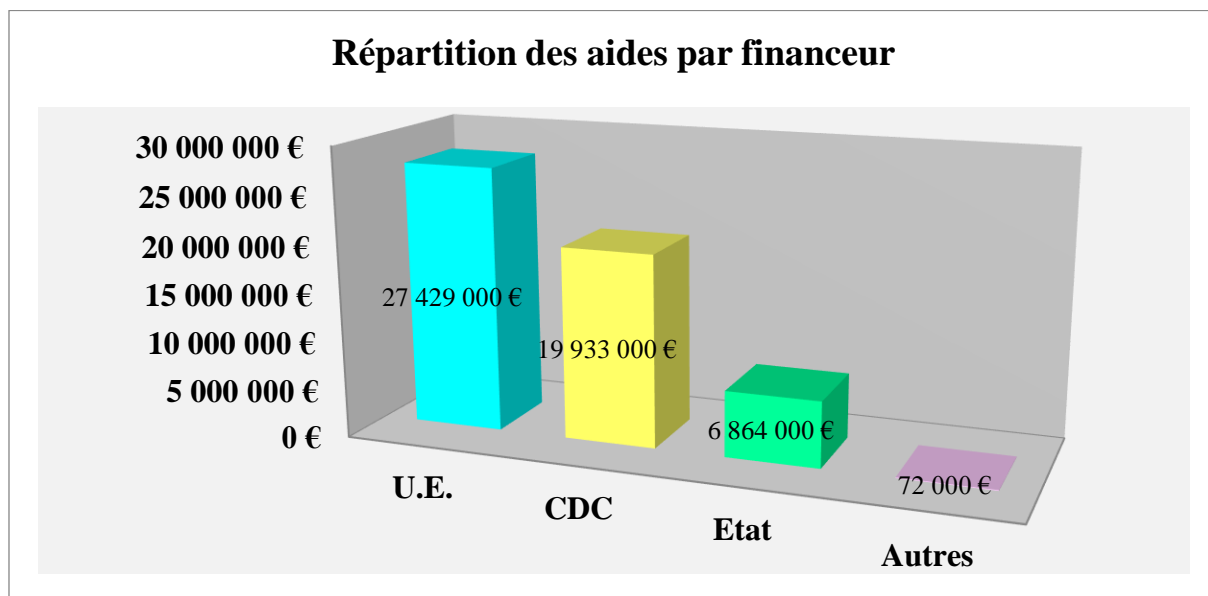
Les dépenses d'interventions prévues se répartissent comme suit :

✓ Au Budget Principal pour 26 869 000 € de dépenses en section d'exploitation (chapitre 65) pour les contributions financières en provenance de la CdC, de l'État et d'autres financeurs, au titre des programmes fléchés supra.

✓ Au Budget Annexe pour 27 429 000 € en section d'exploitation (chapitre 65) pour les aides en provenance de l'Union Européenne dans le cadre des programmes FEADER, EURI et PSN.

Tous programmes confondus, l'Union Européenne contribue pour 50,5 % (27,4 M€) de l'ensemble des interventions, la CdC pour 36,7 % (19,9 M€), l'État pour 12,7 % (6,9 M€) et les autres financeurs pour 0,1 % (0,07 M€).

La répartition des aides par financeur tous programmes confondus s'illustre comme suit :



1.3) Nature des principales interventions au sein des différents programmes

Les interventions principales de l'Office, relevant des dispositifs PDRC 2014-2022 (programmes FEADER, EURI et Top Up) mobilisent 22 393 000 € d'aides, celles relevant des dispositifs PSN 2023-2027, 20 183 000 €, celles relevant des actions hors PDRC, 9 737 000 € et celles relevant des Opérations Spécifiques, 1 985 000 €.

Les principaux mandatements d'aides prévus se répartissent selon les natures d'intervention comme indiqué ci-après :

➤ Au titre du PDRC 2014-2020

✓ Les dispositifs ou groupes de dispositifs significatifs du PDRC au regard de leur impact financier se déclinent comme suit :

- **7 673 000 € pour le financement des investissements physiques.**

Cette mesure soutient les investissements visant l'amélioration des performances économiques et environnementales des secteurs agricole et sylvicole.

Elle a pour objectifs :

- D'améliorer les performances globales et la durabilité des exploitations agricoles.
- D'améliorer l'efficacité de la commercialisation et de la transformation des produits agricoles et de renforcer les circuits alimentaires de proximité et les circuits courts.
- De garantir l'accès au foncier agricole et forestier, le remembrement et l'amélioration des terres, l'approvisionnement et les économies en énergie et la gestion de l'eau.
- De préserver l'environnement par des infrastructures nécessaires pour la gestion des habitats et ressources et à la restauration des paysages.

- **3 889 000 € pour les services de base et la rénovation des villages dans les zones rurales.**

Cette mesure vise à soutenir le développement de l'économie rurale et des infrastructures locales de services de base, afin de valoriser le potentiel de croissance économique, favoriser l'inclusion sociale et encourager le développement durable des zones rurales. Elle permet aussi d'assurer la préservation et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel, de contribuer à la planification du développement rural et d'améliorer la qualité de vie en milieu rural, à travers le développement des services de base et des activités récréatives. Il s'agit aussi d'accompagner les territoires ruraux dans la mise en œuvre d'investissements publics dans les zones naturelles, les sites Natura 2000 et les zones à haute valeur naturelle, et de favoriser la mise en place et l'amélioration des services essentiels à la population et à l'accueil en milieu rural dans la perspective de faciliter l'installation de nouvelles populations et de valoriser les circuits de découvertes patrimoniaux.

- **3 568 000 € pour le développement des exploitations agricoles et des entreprises.**

Cette mesure, répondant à la chute du nombre d'exploitations insulaires, vise à soutenir le développement économique et à favoriser la création d'emploi dans les zones rurales. Elle soutient principalement les activités agricoles, notamment les nouvelles installations en agriculture des jeunes agriculteurs, la diversification des exploitations agricoles vers des activités non-agricoles et le développement d'entreprises en zones rurales. Les aides prévues sont l'aide à l'installation des jeunes agriculteurs octroyée via la Dotation Jeunes Agriculteurs (DJA) et l'aide aux investissements soutenant la création ou le développement d'activités économiques non agricoles.

- **1 912 000 € pour l'Agriculture Biologique (AB).**

Cette mesure vise à compenser tout ou partie des surcoûts et manques à gagner liés à l'adoption ou au maintien par les agriculteurs des pratiques de l'Agriculture Biologique (tant qu'ils ne sont pas compensés par le marché), ceci en comparaison avec les pratiques de l'agriculture conventionnelle. Elle comprend l'aide à la conversion à l'Agriculture Biologique, ainsi que l'aide au maintien de l'Agriculture Biologique.

- **1 851 000 € pour le soutien au développement local LEADER.**

Il s'agit d'un soutien à des territoires ruraux pour des actions relevant de stratégies définies localement par un ensemble de partenaires publics et privés regroupés dans des groupes d'action locale (GAL). La démarche LEADER vise explicitement à renforcer ou concevoir des stratégies locales de développement et à sélectionner les actions permettant de concrétiser ces stratégies. Les actions programmées doivent apporter une valeur ajoutée en termes de méthodologie (émergence de nouveaux partenariats) ou de contenu (impact pour le territoire). Les stratégies locales de développement des GAL doivent contribuer à un développement territorial équilibré des zones rurales et constituer un cadre approprié pour traiter des liens rural-urbain.

- **1 298 000 € pour le financement des investissements dans le développement des zones forestières et l'amélioration de la viabilité des forêts.**

Cette mesure regroupe l'ensemble des aides à l'investissement destinées à soutenir la gestion durable de la forêt et de la sylviculture. Elle a pour objectifs d'étendre et d'améliorer les ressources forestières par le boisement et la création de surfaces boisées, de financer la mise en place et l'entretien des systèmes agroforestiers, de soutenir la prévention et la restauration des forêts endommagées par les incendies et les catastrophes naturelles, d'atteindre des objectifs environnementaux en matière de stockage de carbone et de préservation de la biodiversité via l'amélioration de la résilience et de la valeur environnementale des écosystèmes forestières, ainsi que d'améliorer les performances économique et environnementale de la gestion forestière.

- **980 000 € pour le soutien à l'assistance technique des programmes de développement rural.**

Cette mesure finance des actions liées à la mise en œuvre du FEADER et la mise en réseau des acteurs ruraux.

- **598 000 € pour les actions agroenvironnementales et climatiques.**

Cette mesure permet d'accompagner les exploitations agricoles qui s'engagent dans le développement de pratiques combinant performance économique et performance environnementale ou dans le maintien de telles pratiques lorsqu'elles sont menacées de disparition. C'est un outil clé pour la mise en œuvre du projet agro-écologique.

➤ **Au titre du Plan Stratégique National (PSN) 2023-2027**

✓ Les principaux dispositifs ou groupes de dispositifs se déclinent comme suit :

- **14 792 000 € pour les indemnités compensatoires aux handicaps naturels (ICHN).**

L'ICHN est une aide fondamentale pour le maintien de l'activité agricole dans les zones défavorisées (montagne, piémont et zone défavorisée simple) en compensant une partie du différentiel de revenu entre ces zones et la zone de plaine. Dans le PSN 2023-2027, l'ICHN est maintenue avec un budget et des montants d'aide inchangés. Seuls les taux de cofinancement ont évolué avec une baisse à 65% de la participation de l'UE et une augmentation, de ce fait, de la contrepartie nationale apportée par l'Etat.

- **2 300 000 € pour les aides à l'installation des jeunes agriculteurs.**

La nouvelle aide à l'installation des jeunes agriculteurs sensiblement modifiée par rapport à la DJA précédente, devrait être opérationnelle au printemps 2024.

Les principes posés pour la nouvelle DJA prennent en compte les éléments suivants :

- Apporter plus d'accompagnement dans le processus de l'installation ;
- Prendre en compte plus de souplesse dans les délais ;
- Monter le niveau d'exigence dans les projets (conditions techniques) avec un complément de formation obligatoire dans la phase de démarrage ;
- Inciter au démarrage des projets plus tôt avant la limite des 40 ans ;
- Réaliser le versement de la DJA par étape, selon l'atteinte des résultats, avec un moindre risque de reversement (sauf abandon) ;

- Proposer des montants d'aide en lien avec les priorités d'orientation et les dynamiques des secteurs de production.

La détermination des montants d'aide à l'installation tient compte des orientations en faveur :

- Du renforcement de l'autonomie alimentaire de la Corse, ce qui implique de bonifier les DJA dans les secteurs viande, lait (et fourrage/céréales), légumes et fruits diversifiés.
- Du soutien aux productions traditionnelles contribuant à la conservation de l'environnement : ce qui induit une bonification pour le pastoralisme, l'arboriculture traditionnelle, et la production biologique.
- De la recherche d'équilibre dans les montants, pour tenir compte de la dynamique, la rentabilité et l'attractivité des secteurs de production.

Par ailleurs, la nouvelle DJA prévoit une réduction du nombre et de la combinaison des modulations par rapport à la DJA 2014-2020 allant dans le sens d'une simplification.

- **1 300 000 € pour le financement des investissements physiques.**

Le lancement des différents appels à projet permettant le financement des opérations de modernisation exploitations et de mise en valeur des terres agricoles notamment est prévu au printemps 2024.

Les principes conduisant à la détermination des taux d'aide pour les investissements agricoles prennent en compte les orientations stratégiques en faveur de l'autonomie alimentaire, du soutien aux productions traditionnelles et de la conservation de l'environnement telles que préconisées pour le secteur agricole corse.

Au-delà de ces principes, les priorités en terme d'aide publique sont orientées sur plusieurs objectifs :

- En premier lieu : apporter un soutien majoré à la filière laitière (ovin/caprins) avec des taux d'interventions bonifiés;
- En second lieu : soutenir pour tous les éleveurs les démarches de structuration des parcours avec des aides pour la réalisation de clôtures à taux fortement bonifiés;
- Accompagner la reconquête des surfaces agricoles inutilisées (taux d'aide à la mise en valeur majoré par rapport aux taux d'aide bâtiment/matériel) ;
- Améliorer l'autonomie fourragère des exploitations (cultures protéiques) ;
- Différencier les demandeurs agriculteurs à titre principal par rapport aux agriculteurs à titre secondaire qui exercent d'autres activités et disposent de revenus majoritairement non agricoles ;
- Promouvoir les investissements collectifs (taux bonifiés) ;
- S'appuyer sur les signes de qualités (SIQO obligatoires pour certains secteurs) ;
- Soutenir l'arboriculture traditionnelle par la rénovation au titre des opérations en faveur du maintien des paysages traditionnels et de la conservation de l'environnement ;
- Soutenir les petites exploitations en maraîchage, en mobilisant cette disposition réglementaire.

Sur le plan opérationnel, il s'agit également de :

- Rationaliser les investissements individuels en assurant le bon dimensionnement des matériels et des bâtiments ;
- Simplifier les modalités de l'aide par l'utilisation de montants plafonds (€/m²) et de barèmes de coût (clôture, irrigation, mise en valeur) ;
- Mettre en œuvre des prescriptions permettant une meilleure maîtrise de l'irrigation (bonification pour matériels de pilotage et d'automatisation) ;
- Accompagner les investissements en faveur de l'agroécologie.

➤ **Au titre des opérations Hors-PDRC**

✓ Les principaux dispositifs ou groupes de dispositifs se déclinent comme suit :

- **5 350 000 € pour les aides relatives aux investissements agricoles et vinicoles.**

Elles ont pour vocation de compléter les dispositifs inscrits au PDRC permettant de poursuivre la modernisation des outils d'exploitation, en particulier au niveau de la filière vinicole. Ces aides sont destinées à financer les bâtiments et équipements agricoles et sont attribuées selon le dispositif validé par le Conseil exécutif (arrêté n°24/029 CE du 4 février 2024), conférant ainsi une égalité de traitement des demandes émanant de l'ensemble des agriculteurs.

- **3 297 000 € pour le soutien à la structuration des filières et à la promotion des produits sous signe de qualité.**

Les crédits CdC hors Top Up et FEADER afférents s'inscrivent dans le cadre du plan Ambition dont les mesures sont instruites conjointement avec FranceAgriMer. Il s'agit de privilégier notamment les axes qualité, identité et promotion des produits certifiés contribuant de ce fait à les différencier de productions standard donnant ainsi les meilleures chances à leur valorisation et donc à l'amélioration du revenu des producteurs. C'est un outil efficace avéré de protection des savoir-faire et donc de pérennité des produits et des activités de production.

La Corse a pu faire reconnaître six produits en Appellation d'Origine Protégée, il s'agit des vins, du brocciu, des miels, de l'huile d'olive, de la farine de châtaigne et de la charcuterie corse pour un total de seize AOP, et cinq produits en IGP : clémentine, vins, pomelos, kiwi et noisette et un Label Rouge clémentine. De nombreuses autres démarches sont toujours en cours : IGP agneau de lait, IGP cabri et IGP Huile essentielle d'Immortelle de Corse...

➤ **Au titre des opérations spécifiques financées par la CdC**

✓ Les principaux dispositifs ou groupes de dispositifs se déclinent comme suit :

- **562 000 € pour l'appui aux Safer et à la mobilisation du foncier.**

Cet appui a pour objectif de soutenir l'action d'opérateurs fonciers afin qu'ils puissent dynamiser l'agriculture et les espaces forestiers, protéger l'environnement, les paysages et les ressources naturelles, et accompagner le développement de l'économie locale. Il a également vocation à compléter les interventions de la CdC au travers du PDRC et des fonds Hors FEADER et hors Top Up dans le domaine du soutien aux associations foncières autorisées qui sont des outils d'aménagement foncier et de développement à disposition des territoires et des collectivités locales.

- **359 000 € pour la promotion des productions agricoles et rurales et la sensibilisation des différents publics à la diversité de l'agriculture insulaire.**

Ces opérations sont indispensables à l'équilibre général de l'image commerciale des productions agricoles et rurales insulaires à travers notamment la promotion des filières agricoles qui n'ont pas encore obtenu de certification (fruits et légumes, agneau, veau, fromages fermiers...), la promotion générique et la sensibilisation des différents publics à la diversité de l'agriculture corse et à ses spécificités.

- **299 000 € pour le dispositif de gestion de crise.**

Ce dispositif a pour ambition de prendre en charge les demandes individuelles ou collectives d'agriculteurs dont les exploitations ont eu à subir des dégradations de leurs outils de production suite aux aléas climatiques, aux crises sanitaires ou événements accidentels susceptibles d'affecter la pérennité de leurs exploitations. Il permet notamment le financement des plans de lutte sanitaire contre la tremblante ou la paratuberculose.

2) La section d'exploitation du Budget Principal

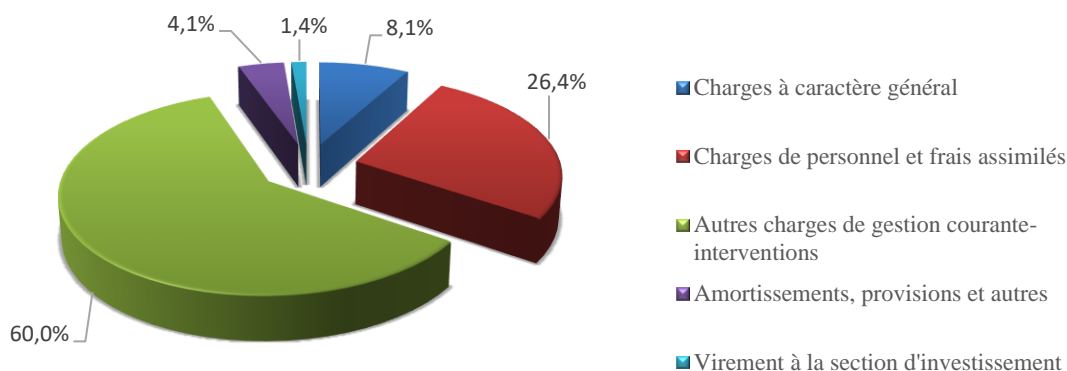
2.1) Les dépenses

LES DEPENSES : 44 762 301 €

Le total des dépenses d'exploitation du Budget Principal se décompose comme suit :

| Section d'exploitation Budget principal Dépenses | Budget Primitif 2023 | Budget Primitif 2024 | Evolution BP 2024/ BP 2023 |
|--|-------------------------|-------------------------|----------------------------------|
| Charges à caractère général | 3 565 817 € | 3 607 645 € | 1,17 % |
| Charges de personnel et frais assimilés | 10 816 000 € | 11 805 000 € | 9,14 % |
| Autres charges de gestion courante - interventions | 25 177 550 € | 26 869 000 € | 6,72 % |
| Amortissements, provisions et autres | 1 780 140 € | 1 875 817 € | 5,37 % |
| Virement à la section d'investissement | 257 000 € | 604 839 € | 135,35 % |
| Total | 41 596 507 € | 44 762 301 € | 7,61 % |

Répartition en % des dépenses d'exploitation BP 2024



Par rapport au Budget Primitif 2023, le total des dépenses d'exploitation augmente de 3 165 794 €, soit de 7,6 %.

Cette augmentation s'explique essentiellement par les variations suivantes :

- ❖ Les charges à caractère général augmentent de 41 828 €, soit de 1,2 %.

Les achats augmentent globalement de 164 700 €. Les dépenses en augmentation relèvent des achats de prestations afférentes au lancement de la certification du label restaurant « Gusti di Corsica » + 160 000 €, d'études + 17 000 €, de fournitures agricoles + 10 000 €, de matières non stockables (eau, électricité...) + 8 000 € ainsi que d'autres matières de fournitures + 5 300 €. En revanche, les achats de carburants diminuent de 13 500 €, ceux de fournitures administratives de 15 300 € et ceux de fournitures d'entretien et de petit équipement de 6 800 €.

Les services extérieurs diminuent globalement de 761 472 €. Les dépenses en augmentation relèvent des locations immobilières et mobilières + 8 308 €, des charges locatives et de copropriété + 29 600 €, et des études dont principalement celle sur la phénologie/valorisation/transformation de bois de chêne vert et celles en R&D + 119 500. En revanche, les dépenses d'entretien et de maintenance diminuent de 83 100 €, les assurances de 53 500 €, les frais de formations, de colloques et de documentation de 12 280 €, les dépenses de sous-traitance liées aux actions de promotion en propre de 370 000 € et les autres prestations diverses de 400 000 €. Les dépenses de sous-traitance et d'autres prestations diverses ont été reclassées comptablement en 2024 en autres services extérieurs cités ci-après, entraînant ainsi des diminutions concernant ces deux groupes de dépenses en services extérieurs.

Les autres services extérieurs augmentent globalement de 640 150 €. Les dépenses en augmentation relèvent de frais de déplacement, de missions et de réceptions + 14 250 €, de frais de gardiennage et de nettoyage des locaux + 23 900 €, de services bancaires et de concours divers + 36 600 €, de frais de transport + 1 400 €, d'actions de promotions en propre + 339 000 € et d'achats de prestations diverses + 392 000 €. Les dépenses d'actions de promotions en propre et d'achats de prestations diverses sont compensées par les diminutions de dépenses constatées supra, entraînant une baisse globale nette de 39 000 € pour ces deux groupes de dépenses. Les rémunérations d'intermédiaires et honoraires ainsi que les frais d'actes et contentieux diminuent de 90 500 € et les frais d'affranchissement et de communications de 76 500 €.

Les impôts, taxes et versements assimilés diminuent globalement de 1 550 €.

- ❖ Les charges de personnel et frais assimilés augmentent de 989 000 €, soit de 9,1 %. Cette augmentation est attribuée à la revalorisation du point d'indice de 3,5 % à partir du 1^{er} juillet 2022 et de 1,5 % à partir du 1^{er} juillet 2023 pour 35 %, au changement d'indice d'ancienneté pour 11 %, aux départs à la retraite de six agents et aux fins de contrat de deux agents pour 47 %, ainsi qu'aux autres augmentations (cotisations sociales patronales, personnel intérimaire, ...) pour 7 %.

- ❖ Les opérations d'interventions au titre du Budget Principal augmentent de 1 691 450 €, soit de 6,7 %.

Au titre du PDRC 2014-2020 (FEADER + Top Up), les opérations diminuent de 3 052 550 € par rapport à l'exercice précédent. En 2024, moins de crédits sont mobilisés pour les mesures liées aux ICHN (- 1 277 700 €), aux opérations d'investissements des exploitations agricoles (- 1 649 000 €) et aux autres mesures (- 125 850 €). Le PDRC 2014-2020 sera clôturé et relayé par le Plan Stratégique National 2023-2027.

Au titre du nouveau programme PSN 2023-2027, les opérations augmentent de 4 233 000 € par rapport à l'exercice précédent. En 2024, davantage de crédits sont mobilisés pour les mesures liées aux ICHN (+ 2 512 000 €), à l'installation des jeunes agriculteurs (+ 588 000 €), aux opérations d'investissements des exploitations agricoles (+ 570 000 €) et aux autres mesures (+ 563 000 €).

Au titre du programme hors PDRC, les opérations augmentent de 1 324 000 € par rapport à l'exercice précédent. Les crédits mobilisés dans ce programme permettent d'assurer la transition entre le PDRC 2014-2020 et le PSN 2023-2027. En 2024, davantage de crédits sont mobilisés pour les mesures liées aux opérations de mise en valeur et d'investissements agricoles (+ 2 914 000 €). En revanche, les opérations liées aux projets collectifs de filière (- 1 461 000 €) et aux autres mesures (- 129 000 €) mobilisent moins de crédits en 2024.

Au titre du programme Opérations Spécifiques, les opérations diminuent de 813 000 € par rapport à l'exercice précédent. En 2024, moins de crédits sont mobilisés pour les mesures liées au dispositif de gestion de crise (- 828 000 €) et au soutien aux analyses de santé animal (- 185 000 €). En revanche, les autres mesures mobilisent plus de crédits (+ 200 000 €).

- ❖ Les autres dépenses (dotation aux amortissements, provisions et autres) augmentent de 95 677 €, soit de 5,4 %. L'augmentation est liée principalement aux remboursements prévisionnels de subventions aux différents financeurs suite à des ordres de reversement à émettre envers des bénéficiaires d'aides, ainsi qu'aux annulations et aux réductions de titres sur exercices antérieurs correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement suite à erreur matérielle ou défaut de droit.

Le total des dépenses d'exploitation s'établit à 44 762 301 € et se répartit comme suit :

✓ **Les charges à caractère général - chapitre 011 : 3 607 645 €**

Les charges à caractère général se déclinent comme suit :

- **Les achats** s'élèvent à 578 975 €.
Ils se rapportent principalement aux prestations liées au lancement de la certification du label restaurant « Gusti di Corsica » et aux autres études (177 000 €), aux carburants et fluides (104 500 €), aux fournitures administratives (20 000 €), aux fournitures agricoles et autres (76 500 €), aux fournitures non stockables (eau, électricité...) (71 000 €), aux fournitures d'entretien et de petit équipement (49 300 €) et aux autres matières et fournitures (80 675 €).
- **Les services extérieurs** s'élèvent à 950 320 €.
Ils se composent des éléments suivants :
 - Les locations mobilières et immobilières y compris les charges locatives et de copropriété se fixent à 440 500 €.
 - Les travaux d'entretien et de maintenance se fixent à 244 400 €.
 - Les primes d'assurance se fixent à 59 000 €.

- Les frais d'étude et de recherche se fixent à 120 000 €, dont 80 000 € relèvent de l'étude sur la phénologie/valorisation/transformation de bois de chêne vert, 35 000€ des études R&D et 5 000 € d'autres études diverses.
- Les frais de documentation et de formation se fixent à 86 420 €, dont 48 000 € relèvent des formations professionnelles continues des agents de l'Office, 19 500 € relèvent des colloques liés principalement aux projets « FEASIBLE » et « IN_PRATICA », 10 920 € des abonnements documentaires, et 8 000 € des autres frais.

Le projet « FEASIBLE » a pour objectif d'expérimenter l'extraction de principes actifs issus des déchets des filières agricoles et forestières afin d'en trouver un débouché commercial dans les secteurs du cosmétique, de la nutraceutique ou du phytosanitaire. L'Office travaillera en étroite collaboration avec l'Université de Corse et en partenariat avec l'Université de Florence, la Province de Lucca, la Province de Nuoro, l'Université de Cagliari et l'Université de Côte d'Azur.

Le projet « IN-PRATICA » a pour objectif de constituer une communauté d'échange de bonnes pratiques dans le secteur agricole sur le thème de l'innovation au service de la transition écologique et numérique. L'Office s'intéressera en particulier à la question du monitoring et de la gestion de l'irrigation ainsi que des possibilités de mécanisation sur des surfaces à forte contraintes topographiques. L'Office travaillera en partenariat avec l'Université de Sassari, la Coopérative D.A.F.N.E., la Chambre de Commerce Italienne pour la France à Marseille, la Région Toscane, la Région Ligurie, l'agence LAORE de Sardaigne et la Confédération Toscane des exploitants d'Italie.

• **Les autres services extérieurs** s'élèvent à 2 062 000 €.

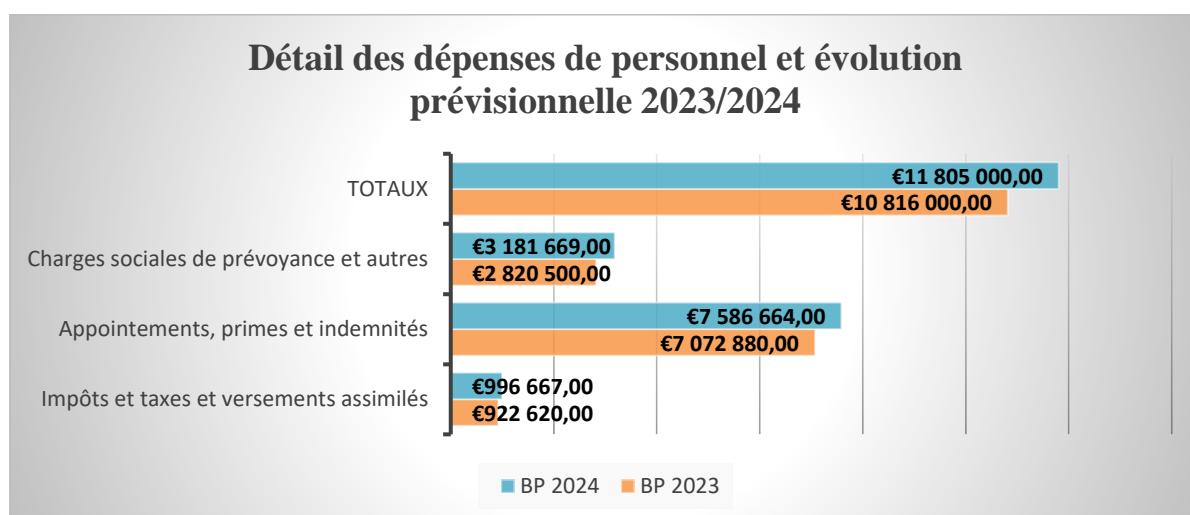
Ils se composent des éléments suivants :

- Les rémunérations d'intermédiaires et honoraires ainsi que les frais d'actes et contentieux se fixent à 100 500 €.
- Les annonces et insertions, catalogues et imprimés ainsi que les publications effectuées notamment dans le cadre des opérations de promotion de l'agriculture insulaire et des produits agricoles se fixent à 443 000 €.
- Les foires et expositions se fixent à 700 000 € dont 550 000 € sont dédiés à la gestion du Salon International de l'Agriculture édition 2024.
- Les voyages et déplacements, les missions ainsi que les réceptions, réalisés au titre des missions de l'Office en particulier en matière d'instruction, de contrôle, de paiement des aides et de conseil auprès des bénéficiaires se fixent à 112 100 €.
- Les frais d'affranchissement et de télécommunications se fixent à 171 500 €.
- Les frais de gardiennage et de nettoyage des locaux se fixent à 92 000 €.
- Les services bancaires ainsi que les concours divers, notamment les cotisations diverses, se fixent à 46 400 €.
- Les achats de prestations diverses se fixent à 392 000 €, dont 200 000 € relèvent du développement des fiches de déclaration environnementale et sanitaire (FDES), 150 000 € de la campagne de contrôle SIGC 2024, 30 000 € de l'élaboration de documents réglementaires dans le domaine des ressources humaines, 10 000 € des analyses de laboratoire et 2 000 € de la rédaction de procès-verbaux de réunions.

- Les frais de transport divers se fixent à 4 500 €
- **Les impôts, taxes et versements assimilés s'élèvent à 16 350 €.**
- ✓ **Les charges de personnel et frais assimilés - chapitre 012 : 11 805 000 €**

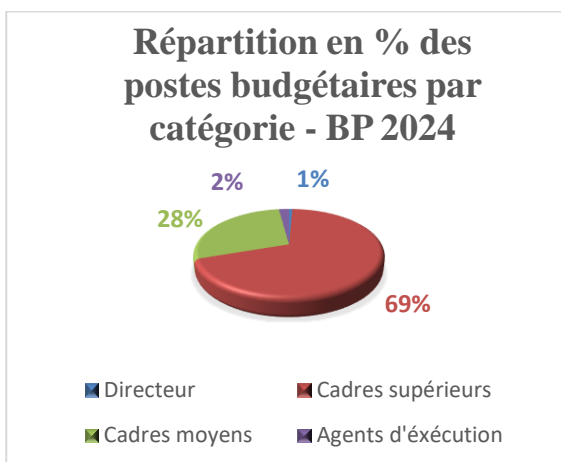
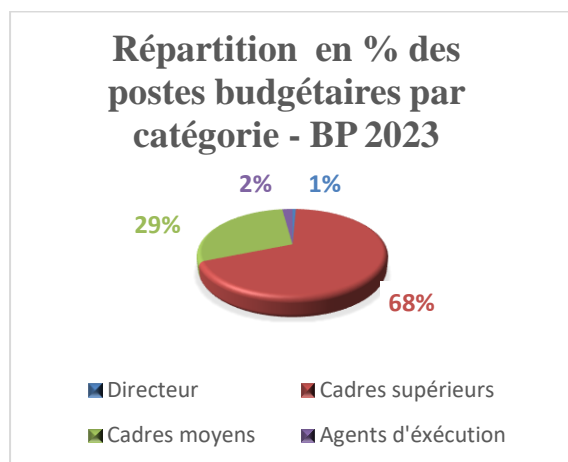
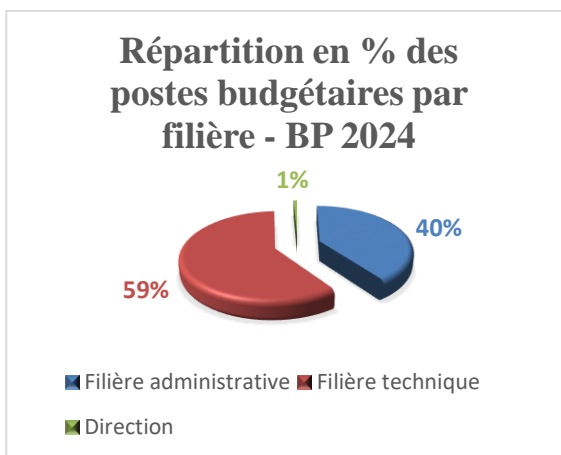
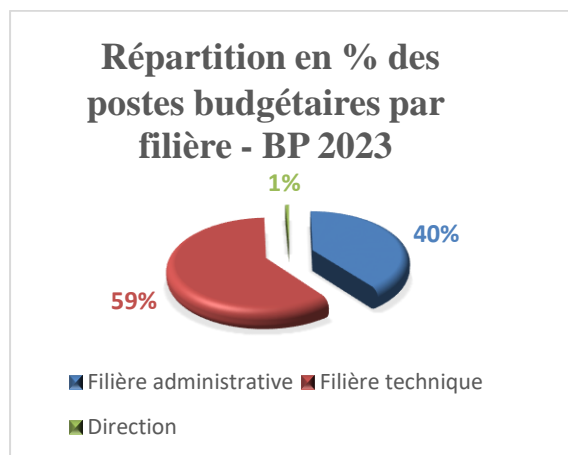
Le budget du personnel au titre de l'exercice 2024 a été construit sur la base des hypothèses principales suivantes :

- Le plafond de la sécurité sociale revalorisé en 2024 s'élève à 3 864 € mensuel.
- Le point d'indice revalorisé à compter du 1^{er} juillet 2023 s'élève à 5,5325.
- Six départs à la retraite ainsi que deux fins de contrat, dont une suite au décès de l'agent et une suite à une démission, sont prévus.
- Deux mises en disponibilité sont prévues en filière administrative, dont un rédacteur et un rédacteur principal.
- Une mise à disposition est prévue en filière technique concernant un responsable technique.
- La valeur du titre restaurant s'élève à 10,20 € avec une participation de l'Office à 60 % (part patronale).
- Les effectifs du personnel en emploi permanent sont prévus à hauteur de 141 postes budgétaires représentant 131,3 ETP.
- Les contrats à durée déterminée sont prévus à hauteur de 9,8 ETP, les contrats d'apprentissage à hauteur de 4,9 ETP ainsi qu'un contrat Cifre/Thèse à hauteur de 0,7 ETP.
- La reconduction du fonds social est proposée à hauteur de 1 525 €.



- En termes d'évolution, les dépenses de personnel progressent de 9,1 %, soit de 989 000 € par rapport au Budget Primitif 2023. Cet accroissement global des dépenses de personnel se compose d'appointements, de congés payés, de primes et d'indemnités pour 513 784 €, de charges sociales, impôts et taxes assis sur les salaires pour 435 216 et de personnel intérimaire pour 40 000 €.

- Concernant la structure des emplois permanents, la répartition des postes budgétaires entre la filière technique (59 %) et la filière administrative (40 %) reste stable. La répartition en pourcentage des postes par catégorie reste également stable : cadres supérieurs (69 %), cadres moyens (28 %) et agents d'exécution (2 %).



- Concernant les emplois non permanents des agents non titulaires, le nombre de contrats à durée déterminée augmente entre les deux budgets passant de 8,2 à 9,8 ETP. Les contrats à durée déterminée (CDD) de remplacement augmentent de 1,6 ETP.

- Le nombre de contrats d'apprentissage reste stable passant de 5 à 4,9 ETP, et le contrat Cifre/Thèse passe de 0,8 à 0,7 ETP. Il faut souligner que l'ODARC collabore prioritairement avec l'Université de Corse dans l'objectif de favoriser la formation en entreprise et l'insertion professionnelle des jeunes insulaires sur le marché local du travail.

✓ **Les autres charges de gestion courante - interventions - article 658 : 26 869 000 €**

Les opérations d'intervention et de développement déclinées supra, en dehors de celles retracées au Budget Annexe FEADER, se fixent à 26 869 000 €.

✓ **Les amortissements, provisions et autres - chapitres 65, 67, 022 et 042 : 1 875 817 €**

Ce poste se décline comme suit :

- **Les redevances et autres charges de gestion courante - hors interventions** s'élèvent à 18 500 €.
- **Les indemnités et frais de mission des élus** s'élèvent à 18 000 €, constituant des indemnités de représentation du Président de l'Office et des remboursements de frais aux autres élus de la CdC assistant aux différents Conseils d'Administration de l'établissement.
- **Les charges exceptionnelles** s'élèvent à 472 600 €. Elles se composent de 321 400 € de prévisions de remboursement de subventions aux différents financeurs suite à des ordres de reversement à émettre envers des bénéficiaires d'aides, 101 200 € d'annulation et de réduction de titres sur exercices antérieurs correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement suite à erreur matérielle ou défaut de droit et 50 000 € de subventions exceptionnelles de fonctionnement correspondant à la participation statutaire de l'Office en tant que membre au fonctionnement du Syndicat Mixte de l'Abattage en Corse.
- **La dotation aux amortissements des immobilisations** s'élève à 1 169 240 €.
- **La dotation aux provisions pour risques et charges d'exploitation** s'élève à 100 000 €. Il s'agit de provisions pour le financement de Compte Epargne Temps.
- **La dotation aux provisions pour dépréciations des éléments financiers** s'élève à 31 634 €. Il s'agit d'actifs financiers au titre du fonds de prêts d'honneur des jeunes agriculteurs géré par la CAPI.
- **Les dépenses imprévues** s'élèvent à 5 000 €. Elles permettent à l'ordonnateur d'effectuer des virements du chapitre de dépenses imprévues aux autres chapitres à l'intérieur d'une section pour faire face à des dépenses pour lesquelles aucune dotation n'est inscrite au budget.
- **Les stocks issus des stations expérimentales** s'élèvent à 38 012 €. Il s'agit de stocks initiaux afférents au cheptel ovin et aux aliments dédiés et qui constituent des opérations d'ordre budgétaire de transfert entre les sections d'exploitation et d'investissement.
- **Les autres charges exceptionnelles** s'élèvent à 22 831 €. Il s'agit d'une perte prévisionnelle sur le recouvrement de fonds de financements des associations foncières gérés par la CADEC.

✓ **Le virement à la section d'investissement - chapitre 023 : 604 839 €**

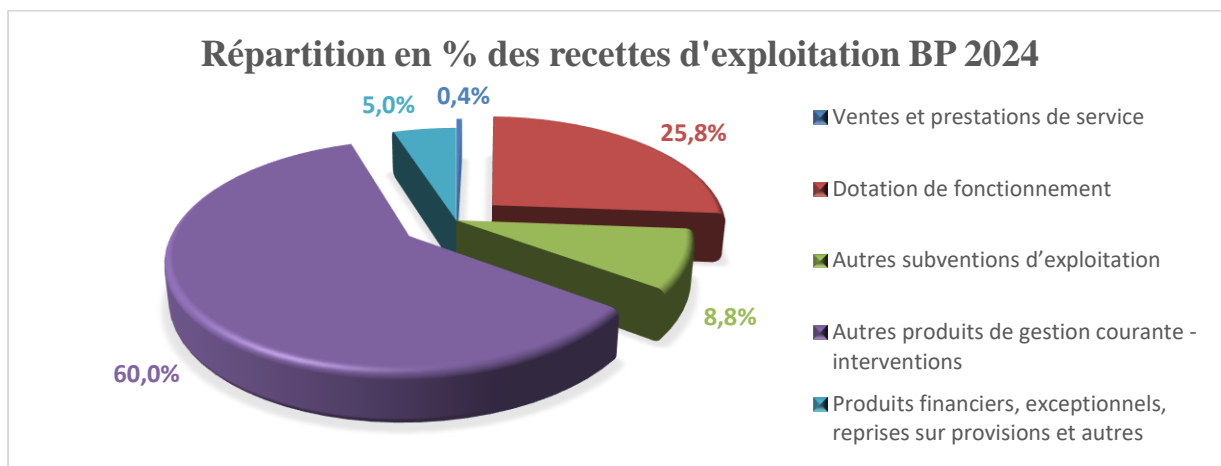
Le virement à la section d'investissement se fixe à 604 839 €.

2.2) Les recettes

LES RECETTES : 44 762 301 €

Le total des recettes d'exploitation du Budget Principal se décompose comme suit :

| Section d'exploitation Budget principal Recettes | Budget Primitif 2023 | Budget Primitif 2024 | Evolution BP 2024/ BP 2023 |
|--|-------------------------|-------------------------|----------------------------------|
| Ventes et prestations de service | 168 500 € | 196 500 € | 16,62 % |
| Dotation de fonctionnement | 11 317 000 € | 11 528 550 € | 1,87 % |
| Autres subventions d'exploitation | 3 145 567 € | 3 913 950 € | 24,43 % |
| Autres produits de gestion courante - interventions | 25 177 550 € | 26 869 000 € | 6,72 % |
| Produits financiers, exceptionnels, reprises sur provisions et autres | 1 787 890 € | 2 254 301 € | 26,09 % |
| Total | 41 596 507 € | 44 762 301 € | 7,61 % |



Par rapport au Budget Primitif 2023, le total des recettes d'exploitation augmente de 3 165 794 €, soit de 7,6 %.

Cette augmentation s'explique essentiellement par les variations suivantes :

- ❖ Les ventes et prestations de service augmentent de 28 000 €, soit de 16,6 %. Cette augmentation s'explique essentiellement par une prévision de ventes de produits animaux plus importantes en 2024 qu'en 2023, ainsi qu'à de nouvelles prestations à effectuer en 2024 afférentes aux analyses de laboratoire et au label restaurant « Gusti di Corsica ».
- ❖ La dotation de fonctionnement augmente de 211 550 €, soit de 1,9 %. Cette augmentation concerne l'accroissement en lien avec le fonctionnement de l'ODARC : notamment les revalorisations du point d'indice opérées à partir du 1^{er} juillet 2022 de 3,5 % et à partir du 1^{er} juillet 2023 de 1,5 %, les départs à la retraite de 6 agents, les fins de contrat de 2 agents, l'inflation sur l'essence, l'énergie, les intrants agricoles...

- ❖ Les autres subventions d'exploitation augmentent de 768 383 €, soit de 24,4 %. Cette augmentation s'explique principalement par une mobilisation plus importante sur l'exercice 2024 de la subvention d'exploitation en provenance de l'UE finançant les actions d'assistance technique ainsi que deux nouveau projets « FEASIBLE » et « IN_PRATICA ».
- ❖ Les recettes afférentes au financement des opérations d'intervention augmentent de 1 691 450 €, soit de 6,7 %, dans les mêmes proportions que les dépenses qu'elles financent hors part UE-FEADER/PSN détaillée au Budget Annexe.
- ❖ Les autres recettes (produits financiers, exceptionnels ...) augmentent de 466 411 €, soit de 26,1 %. Cette augmentation est liée essentiellement à un montant prévisionnel plus important en 2024 qu'en 2023 de quotes-parts sur subvention d'investissement virées au résultat de l'exercice, ainsi que d'ordres de reversement prévus à l'encontre de bénéficiaires d'aides qui n'ont pas respecté leurs engagements contractuels.

Le total des recettes d'exploitation s'établit à 44 762 301 € et se répartit comme suit :

✓ **Les ventes et prestations de service - chapitre 70 : 196 500 €**

Ce chapitre comprend la mise à disposition de personnel (120 000 €), les ventes relatives au lait et au cheptel au titre de la station expérimentale d'Altiani (50 000 €) et les prestations de services (26 500 €).

✓ **Les subventions d'exploitation - chapitre 74 : 15 442 500 €**

Ce chapitre se décline comme suit :

- **La dotation de fonctionnement** octroyée par la CdC s'élève à 11 528 550 €.
- **Les autres subventions d'exploitation** s'élèvent à 3 913 950 €.

Ces dernières financent les missions et les programmes déclinés ci-après.

- L'organisation du Salon International de l'Agriculture édition 2024 mobilise 550 000 € de crédits émanant de la CdC. La CdC et l'Office poursuivront leur présence et leur collaboration auprès des Chambres d'Agriculture afin de promouvoir l'agriculture insulaire et les produits du terroir. L'objectif étant de donner au grand public une image positive de la Corse.
- Les missions agricoles anciennement dévolues à l'Agence de Services et de Paiement pour le compte du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt en tant qu'organisme payeur des aides d'Etat se poursuivent et mobilisent 272 000 € de crédits émanant de l'Etat.
- Les missions d'assistance technique mobilisent 980 000 € de crédits émanant de l'UE. Les activités de préparation, gestion, suivi, évaluation, contrôle et d'information du Programme de Développement Rural de la Corse (PDRC) confiées à l'ODARC sont éligibles à l'aide communautaire au titre de la mesure n° 20 du FEADER.

- Les actions forestières mobilisent 292 000 € de crédits émanant de la CdC. Ces actions s'articulent autour d'une étude afférente au développement des fiches de déclaration environnementale et sanitaire (FDES), ainsi que des actions de promotion de la marque « Lignum Corsica ».
- Les contrôles SIGC mobilisent 368 000 € de crédits émanant de la CdC. Au titre du PDRC 2014-2020, cette compétence trouve ses fondements dans les rapports des différents corps d'audit nationaux et européens, et s'appuie en particulier sur le règlement UE n°1306/2013 du 17/12/2013 qui attribue par nature l'ensemble des missions de contrôle aux organismes payeurs. Comme les contrôles du premier pilier de la Politique Agricole Commune (gestion conservée par l'Etat) peuvent impacter les mesures du deuxième pilier, l'Office délègue les contrôles SIGC à l'Agence de Services et de Paiement, dont le financement des coûts qu'ils suscitent est assuré par le programme Opérations Spécifiques de la CdC.
- Les actions de promotion des produits et des territoires, ainsi que de sensibilisation du jeune public se pérennisent et mobilisent 280 000 € de crédits émanant de la CdC. Les actions de communication pour les produits agricoles corses ne bénéficiant pas encore de certification (agneau, cabri, veau, fruits et légumes, fromage...) se poursuivent. Le déploiement des routes des sens authentiques sur les territoires constitués se poursuivent également afin de valoriser le développement des circuits courts par la structuration et la mise en marché d'itinéraires agritouristiques sur les territoires ruraux.
- L'action d'accompagnement de la filière caprine corse mobilise 254 500 € de crédits émanant de la CdC via le programme hors FEADER et hors Top Up. Au regard des difficultés rencontrées par la filière caprine corse, le Service Développement Economique et Coopération est chargé d'assurer l'animation de la filière, la mise en place du schéma de sélection de la race et l'accompagnement des éleveurs dans la sécurisation et le développement de leurs exploitations. Le rôle des deux techniciens caprins en charge de l'accompagnement est à la fois de suivre les actions de terrain mises en place auprès des exploitants et d'accompagner les opérations de Recherche et Développement, de sélection et de multiplication au niveau de la filière. Il s'agit aussi pour eux d'organiser et d'animer le comité technique, de gérer le haras de boucs et de développer des opérations de sélection génétique.
- Les actions en faveur du pastoralisme afin de promouvoir auprès des éleveurs une reconquête des espaces pastoraux en déprise et combustibles (contribution efficace à la prévention des incendies ainsi qu'à une gestion des pratiques et des ressources raisonnée, performante et plus respectueuse de l'environnement) et les actions orientées plus globalement vers la prévention des incendies en milieu rural mobilisent 275 050 € de crédits émanant de la CdC et 457 200 € de crédits émanant de l'Etat.
- Les actions diverses (1^{er} piler PAC, appel à projet protéique, projet « FEASIBLE », projet « IN_PRATICA », aides aux contrats d'apprentissage, ...) mobilisent 185 200 € de crédits émanant de financeurs divers.

✓ **Les autres produits de gestion courante - interventions - article 758 : 26 869 000 €**

Les ressources afférentes au financement des opérations d'intervention et de développement, en dehors de celles retracées au Budget Annexe FEADER, se fixent à 26 869 000 €. L'ensemble de ces contributions publiques au titre de ces interventions ont déjà été décrites supra.

✓ **Les produits financiers, exceptionnels, reprises sur provisions et autres - chapitres 75, 76, 77, 013 et 042 : 2 254 301 €**

Ce poste se décline comme suit :

- **Les remboursements sur rémunérations et appointements** s'élèvent à 300 000 € afférents aux absences de personnel suite à maladie, accident de travail ou maternité.
- **Les autres produits de gestion courante - hors interventions** s'élèvent à 500 €.
- **Les autres produits financiers** s'élèvent à 500 € relatifs aux intérêts de retard calculés suivant les créances totalement recouvrées dans le cadre de la gestion du programme FEADER.
- **Les produits exceptionnels** s'élèvent à 422 600 €. Il se composent essentiellement d'ordres de reversement prévus à l'encontre des bénéficiaires n'ayant pas respecté leurs engagements contractuels à hauteur de 321 400 €, ainsi que de la neutralisation des droits à reversement envers les financeurs suite à l'annulation et à la réduction des ordres de reversement consécutifs à des recours favorables à hauteur de 101 200 €.
- **Les opérations d'ordre de transfert entre sections** s'élèvent à 1 530 701 €. Il s'agit de quotes-parts sur subvention d'investissement virées au résultat de l'exercice pour 1 449 770 €, de reprises sur provision pour risques et charges pour 6 100 €, de reprises sur dépréciation des éléments financiers pour 34 831 €, ainsi que de stocks en fin d'exercice à structure comparable aux stocks initiaux pour 40 000 €.

3) La section d'investissement du Budget Principal

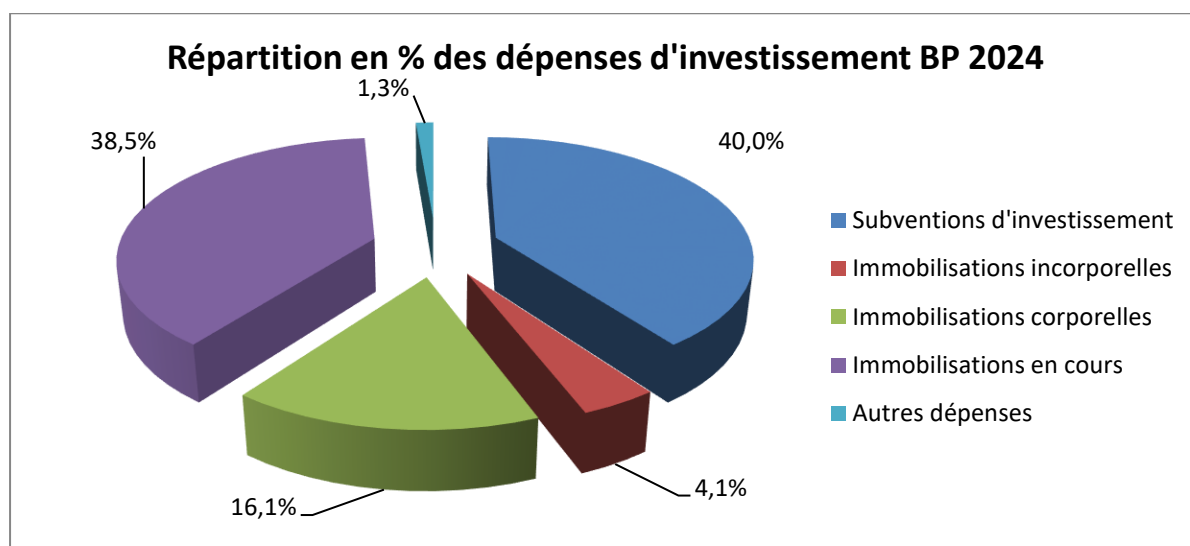
3.1) Les dépenses

LES DEPENSES : 6 243 726 €

Le total des dépenses d'investissement du Budget principal se décompose comme suit :

| Section d'investissement Budget principal Dépenses | Budget Primitif 2023 | Budget Primitif 2024 | Evolution BP 2024/ BP 2023 |
|--|-------------------------|-------------------------|----------------------------------|
| Subventions d'investissement | 1 313 510 € | 2 499 770 € | 90,3 % |
| Immobilisations incorporelles * | 157 100 € | 253 900 € | 61,6 % |
| Immobilisations corporelles * | 1 778 700 € | 1 005 080 € | - 43,5 % |
| Immobilisations en cours * | 1 209 500 € | 2 404 045 € | 98,8 % |
| Autres dépenses | 240 510 € | 80 931 € | - 66,4 % |
| Total | 4 699 320 € | 6 243 726 € | 32,9 % |

* y compris les opérations patrimoniales (chapitre 041)



Par rapport au Budget Primitif 2023, le total des dépenses d'investissement augmente de 1 544 406 €, soit de 32,9 %.

Cette augmentation s'explique essentiellement par les variations suivantes :

- ❖ Les subventions d'investissement inscrites au résultat augmentent de 136 260 €, soit de 10,4 %.

- ❖ Les subventions d'investissement afférentes aux restitutions de fonds de financement gérés par la CADEC à reverser au financeur la CdC de 900 000 €. Aucune restitution n'était prévue en 2023.
- ❖ Les subventions d'investissement afférentes à une régularisation comptable (reclassement de recettes liées à la campagne de contrôle SIGC du chapitre 13 au chapitre 74) de 150 000 €.
- ❖ Les immobilisations incorporelles y compris les opérations patrimoniales augmentent de 96 800 €, soit de 61,6 %. Cette augmentation s'explique principalement par un niveau de dépenses afférentes aux frais d'insertion ainsi qu'aux achats de logiciels divers plus important en 2024 qu'en 2023.
- ❖ Les immobilisations corporelles y compris les opérations patrimoniales diminuent de 773 620 €, soit de - 43,5 %. Cette diminution s'explique par un niveau de dépenses afférentes aux achats de matériels d'analyse pour des activités liées à la recherche et au développement moins important en 2024 qu'en 2023.
- ❖ Les immobilisations en cours y compris les opérations patrimoniales augmentent de 1 194 545 €, soit de 98,8 %. Cette augmentation s'explique par une accélération significative de l'avancement de divers projets en cours sur les sites des stations expérimentales à Altiani et à Migliacciaro en 2024.
- ❖ Les autres dépenses diminuent de 159 579 €, soit de - 33,6%. Cette diminution est liée principalement à une non mobilisation de fonds de financement (prêts d'honneur et garantie bancaire) en 2024 par les organismes gestionnaires.

Le total des dépenses d'investissement s'établit à 6 243 726 € et se répartit comme suit :

✓ **Les subventions d'investissement - chapitre 13 : 1 050 000 €**

Elles sont constituées par des restitutions de fonds de financement gérés par la CADEC à reverser au financeur la CdC pour 900 000 €, ainsi qu'une régularisation comptable (reclassement de recettes liées à la campagne de contrôle SIGC du chapitre 13 au chapitre 74) pour 150 000 €.

✓ **Les subventions d'investissement - chapitre 040 : 1 449 770 €**

Elles sont constituées par la contrepartie des quotes-parts sur subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice.

✓ **Les immobilisations incorporelles - chapitre 20 et 041 : 253 900 €** dont 1 500 € d'opérations patrimoniales

Ces dépenses d'investissement annuelles, hors opérations patrimoniales, comprennent :

- Des frais d'études et d'insertion pour 42 000 €.
- Des prestations et acquisitions de divers logiciels pour 210 400 €, dont 30 000 € pour la création d'une application de formation liée au projet « IN_PRATICA », 30 000 € pour le développement de l'application GEODARC, 30 000 € pour les logiciels de calibration des analyseurs d'IR, ainsi que 120 400 € pour les logiciels informatiques divers notamment pour sécuriser le système de l'Office contre les cyberattaques.

✓ **Les immobilisations corporelles - chapitres 21 et 041 : 1 005 080 €** dont 11 500 € d'opérations patrimoniales

Ces dépenses d'investissement, hors opérations patrimoniales, ont un caractère annuel, il s'agit principalement :

- De nouveaux investissements qui comprennent pour le volet informatique, l'acquisition de matériels de réseaux assurant le routage et la commutation pour 51 000 € sur le siège social suite à l'extension de celui-ci et sur les antennes de l'Office, le renouvellement de postes informatiques et d'imprimantes pour 17 000 €, l'acquisition de matériel de visioconférence sur le site de Migliacciaro pour 96 000 €, ainsi que l'acquisition de matériels divers pour 14 000 €.
- De l'installation d'un VMC coffre-fort au siège social pour 30 000 €, l'acquisition de matériels industriels liée au projet « FEASIBLE » pour 50 000 €, l'aménagement divers pour 5 000 € et l'acquisition de mobiliers et autres pour 57 580 €.
- De la poursuite de l'actualisation de la signalétique des Routes des Sens Authentiques avec l'installation de panneaux et de bornes pour 20 000 €.
- De l'acquisition d'un bâtiment au Domaine de Casabianca pour 280 000 €.
- De l'acquisition de matériels de laboratoire pour 50 000 € dans le cadre du programme de recherche et de développement, d'un tracteur avec chargeur frontal pour 100 000 € (avec une subvention EURI prévue à hauteur de 63 000 €), de matériels de transport pour 3 000 €, de mobiliers de laboratoire pour 15 000 €, ainsi que de l'aménagement de terrains et de constructions pour 56 000 € sur le site de la station expérimentale d'Altiani.
- De l'aménagement de terrains pour 5 000 €, l'acquisition de mobiliers liée à la création des bureaux pour 60 000 €, l'automatisation de portes d'accès extérieures pour 36 000 €, ainsi que l'installation de serrures électroniques pour 48 000 € sur le site de la station expérimentale de Migliacciaro.

✓ **Les immobilisations en cours - chapitre 23 et 041 : 2 404 045 €** dont 2 000 € d'opérations patrimoniales.

Les « immobilisations en cours » prévues sur l'exercice, hors opérations patrimoniales, se déclinent ci-après :

Au titre des dépenses d'investissement annuelles :

- L'aménagement divers prévu des terrains sur le site de la station expérimentale d'Altiani pour 30 000 €.

Au titre des dépenses d'investissement pluriannuelles :

- Les études géotechniques afférentes au projet de création d'un pôle viande de petits ruminants pour 4 500 €.

- La construction d'un bâtiment de stockage pour le cheptel caprin sur le site de la station expérimentale d'Altiani pour 356 320 €, les travaux relevant de la création d'un nouvel espace bergerie y compris un hangar de fourrage et matériels pour 200 000 € et la création d'un système d'irrigation avec stockage inter-saisonnier pour 350 000 €.

Trois nouveaux projets sont prévus sur le site de la station expérimentale d'Altiani, dont la création d'un bâtiment de stockage de matériel avec une prévision de 40 000 € de dépenses d'investissement pour l'année 2024, des travaux de voiries et réseaux divers ainsi qu'une création d'un laboratoire de recherche. Ces deux derniers projets ne mobiliseront pas de dépenses d'investissement en 2024. Cependant, les marchés y afférents étant engagés en 2024, ils nécessitent la création d'Autorisations de Programme dès cette année.

- La réhabilitation du site de la station expérimentale de Migliacciaro, destiné à devenir un pôle de compétences en filière fourrages et céréales, avec la création d'un bâtiment technico administratif constitué d'un espace d'accueil dédié aux bureaux, d'une salle de réunion, d'un laboratoire, permettant de regrouper sur le site, d'une part l'ensemble des personnels techniques nécessaires au développement du pôle, et d'autre part, la permanence de l'Office et de ses partenaires pour 900 000 €. Ainsi que la construction d'un hangar de stockage de matériels avec photovoltaïque pour 521 225 €.

✓ **Les autres dépenses - chapitre 040 : 80 931 €**

Elles se composent :

- Des reprises sur dépréciation des actifs financiers au titre du fonds de prêts d'honneur jeunes agriculteurs géré par la CAPI, ainsi que du fonds de financement des associations foncières géré par la CADEC pour 34 831 €.
- D'une reprise sur provision pour litiges et contentieux liée aux frais irrépétibles des dossiers de bénéficiaires pour 6 100 €.
- Des stocks de fin d'exercice prévus dans les stations pour 40 000 €.

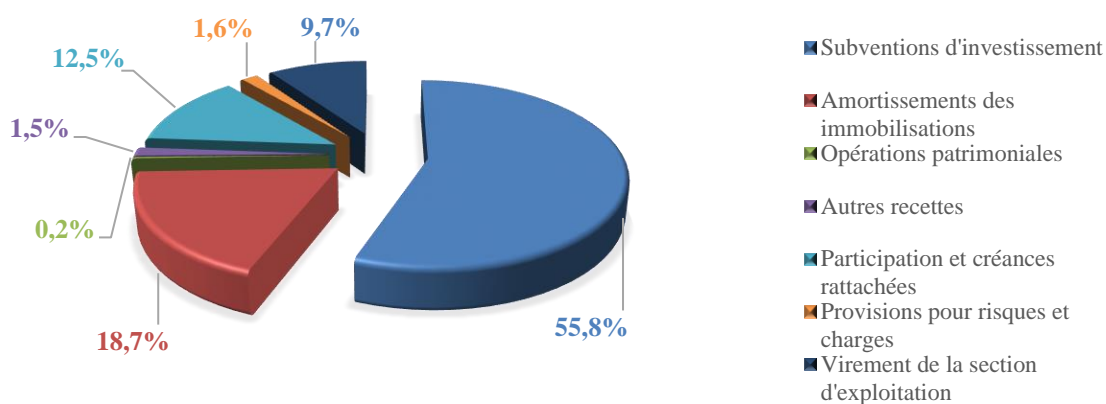
3.2) Les recettes

LES RECETTES : 6 243 726 €

Le total des recettes d'investissement du Budget Principal se décompose comme suit :

| Section d'investissement Budget principal Recettes | Budget Primitif 2023 | Budget Primitif 2024 | Evolution BP 2024/ BP 2023 |
|--|-------------------------|-------------------------|----------------------------------|
| Subventions d'investissement | 2 955 450 € | 3 485 000 € | 17,9 % |
| Provisions pour risques et charges | 116 500 € | 100 000 € | - 14,2 % |
| Opérations patrimoniales | 15 000 € | 15 000 € | 0 % |
| Amortissements des immobilisations | 1 313 930 € | 1 169 240 € | - 11,0 % |
| Participation et créances rattachées | 0 € | 777 170 € | |
| Autres recettes | 41 440 € | 92 477 € | 123,2 % |
| Virement de la section d'exploitation | 257 000 € | 604 839 € | 135,3 % |
| Total | 4 699 320 € | 6 243 726 € | 32,9 % |

Répartition en % des recettes d'investissement BP 2024



Par rapport au Budget Primitif 2023, le total des recettes d'investissement augmente de 1 544 406 €, soit de 32,9 %.

Cette augmentation, à l'instar de celle des dépenses citée plus haut, trouve essentiellement son explication dans la mobilisation plus importante de subventions d'investissement en provenance de la CdC et des autres financeurs permettant de financer les opérations de dépenses d'investissement, ainsi que des restitutions prévisionnelles de fonds de financement par l'organisme de financement agréé, la CADEC, conformément aux conventions.

Le total des recettes d'investissement s'établit à 6 243 726 € et se répartit comme suit :

✓ **Les subventions d'investissement - chapitre 13 : 3 485 000 €**

Les immobilisations incorporelles, corporelles ainsi qu'en cours trouvent majoritairement leur financement sur des crédits en provenance de la CdC, pour 1 952 000 € et des aides FEDER et FEADER, pour 1 533 000 €.

✓ **Les participations et créances rattachées - chapitre 26 : 777 170 €**

Ce chapitre est constitué de restitutions prévisionnelles de fonds de financement gérés par l'organisme de financement agréé, la CADEC, conformément aux conventions pour 777 170 € correspondant à la valeur initiale du fonds moins les pertes prévues.

✓ **Le virement de la section d'exploitation - chapitre 021 : 604 839 €**

L'équilibre de la section d'investissement nécessite un virement de la section d'exploitation de 604 839 €.

✓ **La dotation aux provisions pour risques et charges - chapitre 040 : 100 000 €**

Ce poste qui trouve sa contrepartie en dépenses d'exploitation est constitué par une provision au titre du Compte Epargne Temps pour 100 000 €.

✓ **Les amortissements des immobilisations - chapitre 040 : 1 169 240 €**

Les amortissements selon le type d'immobilisations se répartissent comme suit :

* Immobilisations incorporelles : 29 880 €

* Immobilisations corporelles : 1 139 360 €

✓ **Les opérations patrimoniales - chapitre 041 : 15 000 €**

Ce poste est constitué par la contrepartie des frais d'insertion.

✓ **Les autres recettes - chapitres 040 et 041 : 92 477 €**

Elles se composent des stocks initiaux d'aliments et de cheptel valorisés dans les stations pour 38 012 €, des provisions pour dépréciation des actifs financiers au titre du fonds de prêts d'honneur jeunes agriculteurs géré par la CAPI pour 31 634 €, ainsi qu'une régularisation liée à une perte définitive sur recouvrement relatif au fonds de financement des associations foncières géré par la CADEC pour 22 831 €.

4) La section d'exploitation du Budget Annexe FEADER

4.1) Les dépenses

LES DEPENSES : 28 113 900 €

Le total des dépenses d'exploitation du Budget Annexe FEADER se décompose comme suit :

| Section d'exploitation Budget annexe FEADER Dépenses | Budget Primitif 2023 | Budget Primitif 2024 | Evolution BP 2024/ BP 2023 |
|---|-------------------------|-------------------------|----------------------------------|
| Autres charges de gestion courante - interventions | 25 275 700 € | 27 429 000 € | 8,5 % |
| Autres charges de gestion courante - hors interventions et charges exceptionnelles | 295 720 € | 684 900 € | 131,6 % |
| Total | 25 571 420 € | 28 113 900 € | 9,9 % |

Par rapport au Budget Primitif 2023, le total des dépenses d'exploitation du Budget Annexe FEADER augmente de 2 542 480 €, soit de 9,9 %.

Le total des dépenses de 28 113 900 € se décompose comme suit :

✓ **Les autres charges de gestion courante - interventions - article 658 : 27 429 000 €**

Les aides accordées par l'Office aux exploitants agricoles et forestiers, aux acteurs en milieu rural et aux organismes de développement dans le cadre du programme FEADER 2014-2020 ainsi que PSN 2023-2027 sont détaillées dans la première partie du rapport. Les dispositifs du nouveau programme PSN 2023-2027 concerneront principalement en 2024, comme en 2023, les ICHN, la modernisation des exploitations, l'installation des jeunes agriculteurs, l'industrie agro-alimentaire, le soutien à l'agriculture biologique et les mesures agro-environnementales et climatiques.

✓ **Les autres charges de gestion courante - hors interventions et charges exceptionnelles - chapitres 65 et 67 : 684 900 €**

Ce poste est constitué :

- De 579 500 € de remboursement de subventions prévu en faveur des financeurs suite à l'émission prévisionnelle d'ordres de reversement envers des bénéficiaires d'aides.

- De 104 900 € d'annulation et de réduction de titres sur exercices antérieurs correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement.

- De 500 € d'autres charges.

4.2) Les recettes

LES RECETTES : 28 113 900 €

Le total des recettes d'exploitation du Budget Annexe FEADER se décompose comme suit :

| Section d'exploitation Budget annexe FEADER Recettes | Budget Primitif 2023 | Budget Primitif 2024 | Evolution BP 2024/ BP 2023 |
|--|-------------------------|-------------------------|----------------------------------|
| Autres produits de gestion courante - interventions | 25 275 700 € | 27 429 000 € | 8,5 % |
| Produits financiers et exceptionnels | 295 720 € | 684 900 € | 131,6 % |
| Total | 25 571 420 € | 28 113 900 € | 9,9 % |

Par rapport au Budget Primitif 2023, le total des recettes d'exploitation du Budget Annexe FEADER augmente, à l'instar des dépenses, de 2 542 480 €, soit de 9,9 %.

Le total des recettes de 28 113 900 € se décompose comme suit :

✓ **Les autres produits de gestion courante - interventions - article 758 : 27 429 000 €**

Ce chapitre est constitué par les ressources en provenance de l'UE, via la mission de coordination des organismes payeurs des fonds agricoles (MCFA), afférentes au financement des opérations d'interventions et de développement au titre du programme FEADER 2014-2020 ainsi que PSN 2023-2027.

✓ **Les produits financiers et exceptionnels - chapitres 76 et 77 : 684 900 €**

Ce poste est constitué :

- De 580 000 € d'ordres de reversement (en principal + intérêts) prévus à l'encontre de bénéficiaires d'aides qui n'ont pas respecté leurs engagements contractuels.
- De 104 900 € de neutralisation de la charge de reversement suite à l'annulation et à la réduction prévues d'ordres de reversement envers l'Etat membre au titre du programme FEADER correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement.

5) La section d'investissement du Budget Annexe FEADER

Aucune opération en dépenses et en recettes n'est imputée à la section d'investissement du Budget Annexe FEADER.